

Cette économie invisible des métropoles à vite réhabiliter



Avides d'échanges économiques internationaux, les 22 métropoles françaises ne jureraient que par leur économie locale fondée sur la connaissance. C'est pourtant méconnaître le rôle primordial d'une économie plus discrète mais essentielle à la vie au quotidien des habitants et au bon fonctionnement des entreprises y siégeant, plaide la géographe et économiste de formation Magali Talandier dans un essai qui décortique cette économie à bas bruit. Chronique.

Fortes de leurs starts-up, de leurs cadres sup' et actifs hyperqualifiés, hérauts du secteur des nouvelles technologies, tournées vers une économie productive, de la connaissance, friande d'échanges internationaux, les métropoles de l'Hexagone n'auraient donc que peu d'ancrage dans leur tissu économique local ? C'est cette idée qu'elles « se distingueraient par une forme d'élitisme des emplois offerts » que bat en brèche Magali Talandier, économiste de formation et professeur à l'université Grenoble Alpes, dans son dernier ouvrage dédié à « l'économie métropolitaine ordinaire ». Derrière cette dénomination, lumière est faite sur tous ces secteurs essentiels mais négligés des études sur les systèmes économiques métropolitains : BTP, transports, logistique, entretien, sécurité, réparation, prestations de services, réseaux d'eau et d'énergie, services bancaires de proximité, etc.

Car pour la géographe, l'économie métropolitaine ne saurait se résumer à une seule économie d'excellence tournée vers l'international quand près de 42 % en moyenne de l'économie locale des 22 métropoles peut être assimilée à cette discrète « économie ordinaire » où gravitent de nombreux profils : travailleurs mobiles, employés, ouvriers, commerçants, sous-traitants, fournisseurs, etc., qui assurent « dans l'ombre le fonctionnement quotidien des grandes villes.

Une économie de « back-office » à doper

L'ouvrage de Magali Talandier est à la fois un constat documenté sur l'importance de cette économie du quotidien et un plaidoyer pour transformer l'imposant voire envahissant modèle productif et exportateur des métropoles « qui ne suffit pas à générer une dynamique de développement territorial ». Pour la chercheuse, l'économie métropolitaine ne saurait être résumée à ses activités à forte composante technologique ou à ses profils d'actifs hyperqualifiés. Et ce d'autant que cette économie est appelée à être rééquilibrée demain avec la nécessité pour les métropoles de se tourner vers davantage de résilience, de fonctionnalité, d'économie circulaire, de collaboration... qui nécessiteront tous les types d'emplois.

Ce faisant, Magali Talandier appelle les acteurs publics de l'aménagement à appréhender la métropole par ses secteurs économiques aussi ordinaires qu'essentiels à la vie dans ces territoires urbains denses, et à revaloriser une économie localisée et de « back-office » qui fournit des biens et des services aux autres entreprises du territoire. De quoi notamment inciter les élus à la tête des collectivités à repenser leurs politiques d'accès aux centres et aux zones périphériques, à modifier l'offre locale de logements sociaux en faveur des travailleurs fragilisés, à créer des espaces pour les travailleurs mobiles à même de leur permettre de se reposer, se rencontrer, ou encore à retravailler l'offre de mobilité pensée pour ces travailleurs. En une phrase, d'innover dans les politiques publiques locales au bénéfice de ces métiers « ordinaires » mais essentiels au fonctionnement quotidien des territoires métropolitains.

Publié le 23/08/2023 – Le courrier des Maires – Aurélien Hélias